

6 ERREURS DANS LE DOMAINE SOCIAL

Dans le cadre de la présidentielle, les choix économiques portés par les candidats sont très différents et auront un impact majeur sur le redressement ou le déclin de la France et de l'Europe, sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat des Français.

Il est urgent qu'un débat de fond sur les réformes économiques et sociales puisse réellement avoir lieu à l'occasion de cette campagne électorale. Il s'agit de choisir une ambition pour notre pays et un destin commun à tous les Français dans l'Europe et dans le monde.

Nous ne pouvons malheureusement que constater que ce débat fondamental est aujourd'hui occulté ou que de fausses idées, en apparence séduisantes, circulent et peuvent séduire. Certains s'obstinent à vouloir s'affranchir des réalités économiques en ayant recours à la pensée magique.

Or l'économie a des règles qui s'imposent. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire pour nos politiques. Au contraire. Mais si on veut être efficace et gagner collectivement, il faut d'abord comprendre les règles et jouer au mieux, et non pas rester sur le banc de touche en voulant changer le règlement.

1^e

ERREUR : « LA RETRAITE À 60 ANS EST POSSIBLE. »

- Le système de retraite en France est un système par répartition. Cela veut dire qu'à un instant T, ce sont les actifs qui payent pour les retraités. En 1970, on avait 3 actifs pour 1 retraité. En 2016, on est à 1,6 et en 2050, si on ne change rien, on sera à 1,4.
- Pourquoi ? Parce que la durée de vie augmente (donc le temps passé à la retraite) et que le nombre d'actifs augmente peu, malgré notre démographie dynamique.
- Comment éviter un déficit, voire la faillite du système de retraites ? Pour équilibrer le système sans retarder l'âge de départ à la retraite, il faut soit faire payer plus les actifs, soit diminuer les pensions, soit les deux. Au final, cela revient à diminuer le pouvoir d'achat des actifs et/ou des retraités.
- Une solution régulièrement avancée est de faire payer les retraites par l'endettement, mais alors, cela signifie laisser à ses enfants et petits-enfants des dettes avant même qu'ils ne commencent à travailler.
- C'est une solution socialement injuste (on fait payer aux générations suivantes notre propre incurie) et dans une situation où l'endettement de la France est déjà à presque 100 % du PIB, cela risque de conduire à la ruine.

2^e

ERREUR : « LA BAISSE DES DÉPENSES PUBLIQUES VA METTRE À MAL NOTRE MODÈLE SOCIAL. »

- La baisse des dépenses sociales ne signifie pas brader la qualité des services publics.
- Elle signifie d'abord revoir l'organisation de notre secteur public.
- Aujourd'hui, les principales victimes des blocages de la fonction publique sont les fonctionnaires eux-mêmes : pas de management, pas de prise en compte des difficultés opérationnelles, peu de mobilité dans les postes ou de mobilité géographique... les blocages sont nombreux.
- Se poser la question des actions portées par la fonction publique, de notre organisation territoriale, de notre système de santé... ne change pas les prestations fournies aux citoyens, mais peut libérer les initiatives des fonctionnaires.
- Ainsi, si on gelait les dépenses publiques en valeur sur 5 ans, à 1255 milliards d'euros, on économiserait au final 100 milliards d'euros.

3e

ERREUR : « LES ROBOTS TUENT LES EMPLOIS ET L'EMPLOI VA DISPARAÎTRE. »

- Toutes les innovations modifient les emplois et les métiers. Par exemple, le passage de la machine à écrire à l'ordinateur (le traitement de texte puis Internet) a modifié la mission des assistantes, en a réduit le nombre, mais n'a pas détruit la fonction initiale.
- Cela ne signifie pas que les emplois vont disparaître mais qu'il y a une évolution des missions et des compétences. Le progrès est source de nouveaux emplois : programmeur, webmaster, gestionnaire de réseaux sociaux... sont des postes créés par la révolution numérique. Il en va de même avec la robotisation.
- Ce que l'on constate, c'est que les pays où il y a le plus de robots ont aussi le taux de chômage le plus faible. C'est le cas de l'Allemagne.
- En revanche, les robots changent les emplois. L'urgence n'est donc pas de les taxer, mais de réformer notre système de formation initiale et continue pour faire en sorte que chacun puisse évoluer dans son métier ou vers un autre emploi.
- Une taxe sur les robots freinerait à coup sûr l'innovation et le progrès technique dans notre pays et entraînerait à terme des effets négatifs sur l'activité et l'emploi.

4e

ERREUR : « IL FAUT PARTAGER LE TRAVAIL. »

- Cette idée est doublement fausse. D'abord parce qu'elle part de l'idée que le travail est fini et ne bouge plus. Or de nouveaux métiers se créent tous les jours : il y a 15 ans, les métiers du Web n'existaient presque pas.
- En réalité plus le temps de travail disponible est important dans une économie plus celle-ci est dynamique et génératrice d'emplois.
- Ensuite parce qu'elle ne traite pas de la véritable question : celle de la rémunération. Soit on travaille moins et on est moins payé, ce qui créera une forme de paupérisation accrue mais préservera notre compétitivité. Soit on travaille moins et on est payé autant, ce qui ruinerà notre compétitivité et fera partir nos entreprises.
- Le partage du temps de travail conduira inévitablement à une perte de pouvoir d'achat des Français soit par la baisse de leur salaire, soit par la destruction de leurs emplois.
- La logique n'est pas de travailler plus ou moins, mais de travailler le temps qu'il faut en fonction des situations personnelles et des entreprises. Une entreprise dans le bâtiment n'a pas les mêmes besoins qu'une entreprise dans l'informatique. Un cadre n'a pas les mêmes contraintes qu'un ouvrier.
- Il faut donner de la souplesse pour que les équilibres se créent dans les entreprises.

5e

ERREUR : « LE REVENU UNIVERSEL PERMETTRAIT DE LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ. »

- La France lutte déjà contre les inégalités et la pauvreté grâce à des systèmes d'aides ciblées vers les personnes en ayant besoin (ex : RSA, aides au logement, etc.).
- Mais le principe du revenu universel serait de donner un revenu à tout le monde, indépendamment de son réel besoin. Si cela a l'avantage de la simplicité, on peut se demander si ce système serait véritablement optimisé dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté puisque riches et pauvres seront aidés indifféremment.
- Par ailleurs, son coût apparaît aujourd'hui exorbitant et ne semble pas pouvoir être financé, sauf à alourdir encore le coût du travail.
- Le revenu universel est par ailleurs basé pour certains sur l'idée de la raréfaction du travail, or ce constat est démenti par plusieurs secteurs d'activité en pénurie de main d'œuvre.
- Enfin plutôt que d'encourager l'innovation, la créativité, le progrès mais également la réforme de nos organisations ou tout autre effort de changement, le revenu universel est synonyme d'une forme de défaite et d'immobilisme.

6e

ERREUR : « LE DISPOSITIF PÉNIBILITÉ CORRIGE DES INJUSTICES SOCIALES. »

- La pénibilité de certains métiers doit être prise en compte dans la réglementation. C'était déjà le cas au travers de différents dispositifs (carrières longues, etc.).
- Le dispositif inventé sous ce quinquennat est d'abord une « usine à gaz » administrative impossible à appliquer dans les PME et dans certains secteurs.
- C'est donc un système injuste puisque inégalement applicable. Il doit être profondément revu.